



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

nettoyage

Question écrite n° 27495

Texte de la question

M. Jean Proriol appelle l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur la réglementation applicable aux entreprises de propreté en matière de réduction du temps de travail. En effet, ce secteur a conclu en novembre dernier un accord sur la réduction du temps de travail anticipant sur toutes les entreprises le passage aux trente-cinq heures hebdomadaires. Or, malgré les assurances qu'il avait reçues, ce secteur ne va pas pouvoir bénéficier de la majoration spécifique de l'aide de l'Etat au motif qu'il n'emploie pas d'ouvriers, ce qui est inexact puisque la profession compte 95 % d'ouvriers rémunérés moins de 1,5 fois le SMIC. Un tel revirement ne sera pas sans conséquences économiques sur ce domaine d'activités, et conduira sans aucun doute à l'inverse de l'objectif affiché par le Gouvernement en menaçant l'emploi. En conséquence, il lui demande si le Gouvernement entend toujours promouvoir la réduction du temps de travail comme créatrice d'emploi et comment il compte résoudre les problèmes engendrés par sa politique de l'emploi.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire a appelé l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur les critères qui permettent l'octroi de la majoration spécifique prévue par l'article 3-VI de la loi d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail du 13 juin 1998. Il s'interroge sur les raisons qui expliquent que les entreprises du secteur de la propreté ne peuvent prétendre au bénéfice de cette majoration spécifique. L'article 3-VI de la loi précitée a mis en place cette majoration afin de faciliter la mise en place de la réduction du temps de travail dans les entreprises dont l'effectif est constitué d'une proportion importante d'ouvriers au sens des conventions collectives et de salariés dont les rémunérations sont proches du SMIC. Pour prétendre au bénéfice de cette majoration, les entreprises doivent satisfaire à une double condition fixée par la loi et précisée par le décret n° 98-494 du 22 juin 1998 : leur effectif doit être composé d'au moins 60 % d'ouvriers au sens des conventions collectives et les gains de rémunérations d'au moins 70 % de leurs salariés doivent être inférieurs ou égaux à 169 fois le salaire minimum de croissance majoré de 50 %. La rédaction de la loi impose donc que, pour le bénéfice de cette majoration, 60 % au moins de l'effectif de l'entreprise relève d'une classification dénommée « ouvriers » figurant dans la convention collective. Or, en ce qui concerne les entreprises relevant du secteur de la propreté, la grille de classification de la convention collective de branche ne fait pas référence aux ouvriers mais aux agents de propreté. Compte tenu de cet élément, les entreprises du secteur de la propreté ne peuvent prétendre au bénéfice de la majoration précitée.

Données clés

Auteur : [M. Jean Proriol](#)

Circonscription : Haute-Loire (2^e circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 27495

Rubrique : Services

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 mars 1999, page 1829

Réponse publiée le : 23 août 1999, page 5063